

L'Emblème démocratique

Un livre de François de Bernard

Partage international n° [173](#) - Février 2003

par Luc Guillory

Dans son livre *l'Emblème démocratique*, François de Bernard s'interroge sur la réalité de la soi-disant démocratie, et développe une analyse politique du fonctionnement de nos institutions qui, dit-il, se rapproche plus du mode oligarchique, c'est-à-dire le gouvernement par une minorité. Partant du modèle français, il étend ensuite son analyse à l'ensemble de l'Europe et du monde.

Affirmer que « *la démocratie ne fonctionne pas bien* » est devenu un lieu commun. Malgré la succession de gouvernements de différents bords, nos dirigeants semblent dans l'incapacité de résoudre des défis économiques et sociaux fondamentaux tels que le chômage et l'exclusion. Les griefs s'accumulent : les manifestations de rue, supposées être un moyen d'exception pour exprimer son mécontentement dans un contexte démocratique, deviennent communément employé pour contraindre les pouvoirs en place à prêter l'oreille aux revendications sociales.

Aperçu historique

Pour François de Bernard, il convient en premier lieu d'établir une distinction claire entre la démocratie et la constitution d'une part, et la gestion réelle des institutions politique, économique et sociale d'autre part.

La démocratie fut débattue dans la Grèce antique : Périclès la décrit comme un régime qui garantit l'égalité des droits pour tous, et dans lequel la pauvreté n'est pas discriminatoire. Elle naît du principe en vertu duquel une justice plus grande résulte de la sagesse cumulée de tous les citoyens ordinaires. Par contraste, la philosophie de Platon considère que le pouvoir doit être concentré dans les mains d'une élite, ou oligarchie, dont la vision et les compétences servent plus adéquatement les intérêts à long terme de la société.

Aristote a fourni une explication du processus qui

conduit à l'apparition de la démocratie au cours de l'Histoire : « *Du jour où il y eut abondance de gens égaux en vertu, on n'accepta plus l'autorité d'un seul. On chercha une forme de gouvernement où l'autorité fût commune et l'on établit une constitution. Une fois les citoyens devenus moins vertueux, ils se mirent à faire des affaires au détriment de l'intérêt public, et c'est de là que naquirent les oligarchies, car la richesse fut à l'honneur. Ces régimes se changèrent en tyrannies car les gouvernants, poussés par une cupidité sordide, tendaient toujours à restreindre leur nombre. En réponse, les masses s'insurgèrent et l'on vit se former des démocraties. Le véritable ami du peuple doit veiller à ce que la multitude ne soit pas dans l'indigence, car l'excès de misère est l'une des causes de détérioration de la démocratie.* » [Aristote, *Politique*]

Au-delà du masque de la démocratie, une véritable oligarchie

François de Bernard estime qu'à l'opposé de l'oligarchie athénienne, les dirigeants d'aujourd'hui ne possèdent qu'une fraction des richesses. Cependant, dans la réalité, ils contrôlent les pouvoirs politique, administratif et économique. Les cercles de pouvoir incluent les politiciens de premier plan, les hauts fonctionnaires, les dirigeants des organisations syndicales et de divers groupes de pression, les grands industriels et financiers, de même que les magnats des médias et les journalistes de renommée. Pour F. de Bernard, l'oligarchie actuelle use du terme démocratie comme d'un bouclier. Le pouvoir gît entre les mains d'« experts » en la matière. On trouve des exemples multiples à travers les pouvoirs étendus conférés aux présidents et aux parlements. Cette oligarchie argumente que l'expérience, les compétences et la spécialisation requises pour l'exercice de la politique moderne justifient la concentration des pouvoirs dans les mains d'une minorité, pour le bien des électeurs.

De même, les autorités publiques octroient des pouvoirs exorbitants à des conglomérats privés. De grandes entreprises et un petit groupe de décideurs bénéficient de situations de quasi-monopoles dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics, la distribution de l'eau, les télécommunications et les médias. La conclusion logique est que nous ne vivons pas au sein d'une démocratie imparfaite, mais d'une oligarchie qui fonctionne à merveille.

L'eurocratie

François de Bernard analyse aussi le fonctionnement de la Communauté européenne. Selon lui, elle n'est rien de plus qu'un ajout aux oligarchies nationales. Sa fondation repose sur des principes démocratiques, mais les « euro-citoyens » ont peu voix au chapitre et, pour l'essentiel, sont priés d'avaliser *a posteriori* des décisions politiques.

Il existe trois cercles de pouvoir oligarchique au niveau européen :

- Le petit comité des chefs d'Etats membres qui dirigent le Conseil européen et arbitrent les décisions qui engagent leurs pays pour longtemps, généralement sans en référer au préalable aux électeurs.
- Les administrations européennes, qui préparent et mettent en œuvre les décisions politiques, mais jouissent d'un haut degré d'indépendance au-delà de tout contrôle véritable.
- Les dirigeants et actionnaires majoritaires des grandes entreprises européennes, dont le but est d'accroître leurs profits en minimisant les coûts sociaux, fiscaux et administratifs.

Pour François de Bernard, cela n'est pas surprenant. L'objectif de la Communauté européenne est la création d'une puissance économique capable de concurrencer les Etats-Unis. Elle est fondée sur la conviction que ceux qui en sont à la tête font preuve d'une meilleure compréhension et agissent en faveur de « l'intérêt public général ».

Une oligarchie mondiale

A l'origine, la mondialisation était confinée à la sphère économique. Désormais, elle est présentée comme l'ultime étape de la démocratie, offrant aux citoyens la possibilité d'être libres et d'atteindre des niveaux de vie élevés.

Cependant, la mondialisation ne relève pas de l'événement incontournable, mais elle constitue un projet d'ordre oligarchique permettant d'exercer un contrôle à l'échelle mondiale et de museler les critiques. C'est l'objectif sous-jacent à « l'harmonisation des critères économiques » : une application systématique des méthodes oligarchiques afin d'éviter toute faille à tous les niveaux de décision - parlements nationaux et régionaux, banques centrales, marchés financiers, institutions internationales et médias.

Mais François de Bernard lance un avertissement :

soutenir la suprématie de la mondialisation signifie la mort du politique. Les autorités responsables sont toujours « ailleurs ». L'obsession de la convergence des performances économiques (et l'accroissement du chômage qui en résulte) prend toujours sa source à l'extérieur des frontières nationales. Les dirigeants sont exempts de toutes responsabilités véritables et affirment qu'ils ne disposent que d'une marge de manœuvre limitée, parce qu'ils ne peuvent « *ignorer les forces du marché* », et qu'ils ne doivent pas « *perturber leur bon fonctionnement* ». Ce système a une vertu essentielle : il est intangible et insaisissable, permettant ainsi aux oligarques de disparaître du devant de la scène.

La liberté tant vantée est la liberté d'une minorité et elle signifie essentiellement la servitude des masses la plus étendue qu'on ait jamais connue - précisément ce que Platon décrivait comme étant les caractéristiques de la tyrannie. Les oligarques créent, usent, modifient et suppriment des lois qui servent leurs propres intérêts, tandis que les multitudes n'ont que la liberté de suivre.

Qui donc est le tyran désormais ? C'est le pouvoir des devises, soumises à la spéculation et l'arbitrage incessants des opérateurs du marché ; le pouvoir des flux de capitaux, que les fonds d'investissement dirigent sans répit vers les sources de profits immédiats les plus prometteuses ; le pouvoir des marchés financiers, qui anticipent de plus en plus en amont les décisions des gouvernements et des entreprises, et qu'ils n'ont aucun scrupule à mettre à genoux lorsque ceux-ci ne satisfont pas à leurs propres critères de « bonne gestion ».

Toutefois, les masses ont une part de responsabilité dans ce processus. Si elles ne partageaient pas les mêmes buts que l'élite, si elles n'avaient pas l'infime espoir d'obtenir une part du gâteau, la tyrannie de la mondialisation ne pourrait prospérer.

Vers un futur démocratique ?

Néanmoins, ce succès relève peut-être déjà du passé. La concentration des pouvoirs, de l'information et des richesses est devenue incontrôlable. Plus l'économie financière étend son emprise au-delà des frontières nationales et se dématérialise, moins elle réclame de cerveaux et de bras pour générer la création de gisements de profits à un coût marginal, et plus elle réduit ses bataillons d'employés et d'oligarques de second rang. Ces derniers deviennent redondants tout comme eux-mêmes avaient préalablement exclus les multitudes, reproduisant ainsi la description de Platon : « *C'est le désir insatiable de richesses qui détruit l'oligarchie.* »

»

Le régime oligarchique est instable par nature. Et, pour F. de Bernard, nous vivons actuellement une situation d'échec triple :

- échec économique : la pauvreté, les inégalités et l'existence de personnes sans abri sont des caractéristiques de notre *respublica* actuelle, un subtil mélange de démocratie, de tyrannie et d'oligarchie ;

- échec institutionnel : les autorités se révèlent incapables de résoudre les problèmes susmentionnés ;

- échec citoyen : ces derniers ne croient guère au soi-disant débat démocratique.

De ce fait, François de Bernard prédit un changement qu'il juge incontournable et qui modifiera profondément notre vie de citoyen. Les hommes aspirent en fait à des régimes politiques qui soient réellement le reflet, à l'échelle nationale, de leur volonté. La forme actuelle de la mondialisation en est précisément l'antithèse car elle cherche à imposer sa propre loi et à supprimer toutes les autres.

Lorsque l'heure viendra, la première priorité sera d'inventer un nouveau concept de gouvernement, qui apprendra avant tout à se mettre à l'écoute des citoyens. Un tel gouvernement consacrera son action à soutenir les initiatives individuelles et collectives, et il sera une source d'inspiration en vue de la création d'une justice réelle.

La seconde priorité qu'entrevoit F. de Bernard, sera de relancer un vrai débat, et d'établir un contrôle véritable des processus politiques par les citoyens. A l'heure actuelle, le débat est essentiellement confiné à des négociations secrètes entre des ministères, des cabinets et des assemblées parlementaires désertes.

En fin de compte, nous devons redéfinir l'art de vivre ensemble, en termes d'éducation, de culture, d'environnement, de libertés et de droits du citoyen. Cela s'applique en particulier à la restauration de l'environnement, dont la destruction a entraîné la dégradation de la santé publique. Par-dessus tout, la création d'une démocratie plus accomplie ne se fera pas par la prise de pouvoir d'un groupe en particulier, parce qu'il en résulterait inévitablement un nouveau pouvoir de nature oligarchique. L'ensemble des citoyens doivent se réappropriier totalement le système politique avec lequel ils ont perdu le contact.

François de Bernard est diplômé en philosophie, en politique et en économie. Ancien professeur de philosophie, il exerce maintenant comme consultant en finances et en stratégie auprès d'entreprises. Il est l'auteur de divers ouvrages tels que le Gouvernement de la pauvreté et la Cité du chômage. François de Bernard, l'Emblème démocratique, Ed. Mille et une nuits, 1998.

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()